

**ANALYSE DES POLITIQUES SOCIALES  
(TRS 1035 – Groupe 20)**

**Session : Automne 2020**

**Horaire : Mardi 18h00 à 21h00**

**Local : À distance**

**Chargé de cours : Jean-Vincent Bergeron-Gaudin**

**Disponibilités sur rendez-vous**

**Par courriel : [jean-vincent.bergeron-gaudin@umontreal.ca](mailto:jean-vincent.bergeron-gaudin@umontreal.ca)**

---

**Descriptif officiel du cours**

Ce cours permet aux étudiantes et étudiants d'acquérir des connaissances de base sur les principales politiques sociales en vigueur au Québec et au Canada, ainsi que d'utiliser certains concepts clés d'analyse. Il présente l'évolution de ces politiques couplée à celle de l'État-providence, et aborde certains modèles ailleurs dans le monde. Les mesures monétaires (protection et soutien du revenu) et de services (aide, accompagnement, services spécialisés) sont examinées, à travers l'étude des programmes d'assurance-emploi et d'assistance sociale, du réseau de la santé et des services sociaux, du logement social et de l'hébergement, ou encore de politiques concernant la famille, la jeunesse, les personnes âgées, les personnes handicapées, les immigrants. Le cours permet d'examiner les effets des politiques sur la population, sur l'intervention sociale et sur la vision qu'on se fait de l'État.<sup>1</sup>

**Objectifs**

- 1) Distinguer les principales politiques sociales, les objectifs poursuivis, leurs contextes d'émergences et les principaux jalons de leur développement;
- 2) Connaître les sources historiques et les principales étapes de développement de l'État providence en Occident;
- 3) Connaître, comparer les différents régimes d'État providence;
- 4) Saisir les rôles de l'État et ses transformations en regard des politiques sociales au cours des 50 dernières années;
- 5) Comprendre le rôle des acteurs collectifs dans les différentes étapes de développement des politiques sociales;
- 6) Savoir analyser une politique sociale en appliquant des éléments théoriques et clés d'analyse présentés dans le cours.

---

<sup>1</sup> Le plan de cours maître TRS 1035 a été conçu par la professeure, Lucie Dumais. Le présent plan s'inspire aussi en partie de celui préparé par la chargée de cours, Marie-Noëlle Ducharme, à la session d'automne 2019. Les modalités d'évaluation ainsi que certains contenus thématiques ont été établis par Jean-Vincent Bergeron-Gaudin, chargé de cours.

## Démarche du cours

Dans les premiers cours de la session, nous aborderons des notions historiques et théoriques (blocs I et II) en nous posant les questions suivantes :

- Quelles sont les grandes phases de développement de l'État-providence et des politiques sociales en Occident, au Canada et au Québec?
- Au Québec, quel est le rôle de l'État fédéral et de l'État provincial?
- Quelles notions théoriques importantes aident à comprendre les solutions politiques proposées aux divers problèmes sociaux d'aujourd'hui?

Ensuite, nous examinerons des dossiers spécifiques de politiques (bloc III) en portant attention à ceci :

- Quelle est l'origine de ces politiques (mise en relief des acteurs, de leurs demandes et leurs intérêts, des conflits) et comment ont-elles évolué?
- Quelles sont les caractéristiques objectives de ces politiques (fédérale-provinciale, budget et ressources, lois et programmes associés, règles d'application, etc.)?
- Quels sont les enjeux rattachés à ces politiques (quels groupes s'affrontent, quels groupes s'allient, pourquoi, où se situent les travailleuses et travailleurs sociaux)?
- Quelle portée ont ces politiques sur l'intervention des travailleuses et travailleurs sociaux et sur les populations ciblées?

## Pédagogie et matériel

- Exposé magistral préenregistré sur Panopto et mis en ligne sur Moodle à chaque semaine, incluant un support visuel (powerpoint)
- Questions et exercices pour s'appropriier la matière et encourager le débat à travers une séance sur Zoom à chaque semaine
- Lectures à la maison et révision de certains textes lors de ces séances : **à lire avant le cours**
- Nous incitons fortement à suivre les débats sur les politiques dans les médias puisque ces débats alimentent les échanges et les exercices
- La participation aux sessions sur Zoom est importante **pour toutes ces raisons**
- Possibilité de projections vidéo et de personnes invitées faisant un exposé

## Le matériel pédagogique est constitué de :

- Des textes disponibles sur Moodle;
- Le bulletin SSQ sur les lois sociales 2020, aussi disponible sur Moodle;
- L'utilisation de vos adresses courriel UQAM que vous devez consulter régulièrement.

## Modalités d'évaluation

- Examen de mi-session d'une durée maximale de 3 heures, réalisé à distance le **20 octobre 2020** comptant pour 35% de la note finale. Il s'agira de répondre à des questions à choix de réponses et à court développement portant sur les lectures et les notions vues dans les séances 1 à 6. L'examen pourra être réalisé sur Moodle durant la plage horaire prévue pour le cours.
- Travail court individuel de 4 pages comptant pour 30% de la note finale sur un projet de réforme concernant les politiques sociales au Québec (changement de loi, nouvelle politique, etc.), débattu dans l'actualité pendant l'automne. L'étudiant-e pourra choisir parmi un certain nombre de sujets soumis le 3 novembre 2020 et devra répondre à des questions préétablies, en utilisant principalement des sources de presse. Le travail devra être déposé sur Moodle au plus tard le **24 novembre 2020**.
- Examen de fin de session d'une durée maximale de 3 heures, réalisé à distance le **15 décembre 2020** comptant pour 35% de la note finale. Il s'agira de répondre à des questions à long développement (au choix) sur les lectures et les notes vues dans les séances 9 à 14. L'examen pourra être réalisé sur Moodle durant la plage horaire prévue pour le cours.

Autres informations pertinentes concernant l'évaluation :

- La mention **E (échec) dans une des composantes** d'évaluation peut venir moduler la note finale. C'est pourquoi il faut **prendre rendez-vous avec le chargé de cours** dans ce cas.
- Tout retard dans les travaux ou absence aux examens sans motif majeur (maladie ou décès, avec pièce justificative) ne peut justifier de délai ou de reprise.
- Voici les critères de correction et la grille de notation :

Raisonnement (R) : cohérence et capacité à saisir l'essentiel (45 %)

Contenu (C) : mise en relief de la matière et exactitude du contenu (45 %)

Forme (F) : présentation et qualité du français (10 %)

A+ A A-	excellent en tout (R) pensée rigoureuse, raisonnement cohérent sur la matière; (C) suivi complet des directives, utilisation nuancée de la documentation, pas/peu d'erreurs de contenu, profondeur, originalité; (F) pas/peu de fautes, style fluide, présentation très claire
B+ B B-	très bien (répond à une grande partie des exigences)
C+ C C-	bien (répond en partie aux exigences, plutôt inégal, rédaction moins soignée)
D+ D D-	passable (peu d'éléments de réponse, manque de compréhension, contradictions)
E	échec (R) mal structuré, plutôt confus; (C) contenu très insuffisant ou erroné, ne suit pas les directives, passe à côté de la question; (F) français boiteux.

Un tableau de conversion des notes (lettres en pourcentages) apparaît sur le site de l'École : <https://travaissocial.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/57/2018/09/GrilleNotationTS.pdf>

**Consultation des travaux et examens corrigés.** Par courriel tout au long de la session

## Calendrier et contenu des séances

### Bloc I – Quelques notions théoriques

---

#### Séance 1

**8 septembre 2020**

**Présentation du plan de cours, entente sur l'évaluation et introduction à certaines notions de base dans l'analyse des politiques sociales**

#### Lecture

- Dumais, Lucie (2012). « L'État et les politiques sociales : dispositifs de protection, solidarités et autres mutations », dans Pierre P. Tremblay (dir.), *L'administration contemporaine de l'État. Une perspective canadienne et québécoise*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 369-378.

### Bloc II – L'État-providence : définition, évolution et comparaison

---

#### Séance 2

**15 septembre 2020**

**Origines, développement et régimes de l'État-providence**

Des origines à l'apogée de l'État-providence; comparaison entre les pays industriels avancés; régimes d'État-providence (libéral, conservateur et social-démocrate); types de protection sociale (philanthropie, assurance, assistance publique, prestations monétaires ou de services)

#### Lecture

- Esping-Anderson, Gøsta (2014). « Les trois économies politiques de l'État-providence » dans *Les trois mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne*. Paris, PUF, 31-49.

#### Séance 3

**22 septembre 2020**

**Crise et transformation de l'État-providence**

Crise économique; critique du providentialisme; néolibéralisme; retrait et reconfiguration de l'État; nouveaux rôles des groupes de la société civile; perspective de l'investissement social

#### Lectures

- Dardot, Pierre et Christian Laval (2010). « Néolibéralisme et subjectivation capitaliste ». *Cités* 41 : 35-50.
- Palier, Bruno (2005). « Vers un État d'investissement social. Pistes pour une redéfinition de la protection sociale ». *Informations sociales* 128 : 118-128.

#### Séance 4

**29 septembre 2020**

##### **Fédéralisme canadien et modèle québécois en matière de politiques sociales**

Repères historiques dans le développement de l'État-providence canadien et québécois; juridictions au regard de la protection sociale; nationalisme; rôle des partis politiques; spécificité québécoise à l'échelle du Canada

#### Lectures

- Noël, Alain (2007). « Gouverner à plusieurs. La protection sociale au Canada et au Québec ». *Informations sociales* 143 : 17-27.
- Vaillancourt, Yves (2011). *Le modèle québécois de politique sociale, hier et aujourd'hui*. Montréal, UQAM, Cahiers du LAREPPS, No 11-09.

---

### **Bloc III – Les secteurs d'intervention au Québec et au Canada**

---

#### Séance 5

**6 octobre 2020**

##### **Soutien au revenu**

De l'assurance-chômage à l'assurance-emploi; rôle du gouvernement fédéral; évolution du programme d'assistance de « dernier recours » au Québec; mesures passives et actives; lutte à la pauvreté; partage des responsabilités entre l'État et le tiers secteur; rôles des intervenantes sociales

#### Lecture

- Groulx, Lionel (2009). « La restructuration récente des politiques sociales au Canada et au Québec : éléments d'analyse ». *Labour/Le Travail* 63 : 9-46.

#### Séance 6

**13 octobre 2020**

##### **Santé et services sociaux**

De l'hygiène publique aux déterminants sociaux de la santé et du bien-être; organisation des services; financement; hospitalo-centrisme et défis récurrents; principales réformes; recours au privé; recours au communautaire; partenariat; acteurs collectifs et alliances; effets du système sur la population et les intervenantes; Nouvelle gestion publique

#### Lectures

- Bourque, Mélanie, Josée Grenier et Denis Bilodeau (2018). « Les réformes du réseau de la santé et des services sociaux : une impression de changement sur une

- vague de continuité », dans Grenier, J. et Bourque, M. (dir.), *Les services sociaux à l'ère managériale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 13-34.
- Jetté, Christian (2008). « Les arrangements entre le tiers secteur et les politiques publiques », dans *Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence : trois décennies de coconstruction dans le domaine de la santé et des services sociaux*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 7-35.

### **Séance 7**

**20 octobre 2020**

**Examen de mi-session (35%)**

Questions à choix de réponses et à court développement

### **Séance 8**

**27 octobre 2020**

**Semaine de lecture**

### **Séance 9**

**3 novembre 2020**

**Aînés**

Sécurité du revenu pour personnes âgées; perte d'autonomie; services d'hébergement et à domicile; rôles de l'État, du marché, du tiers secteur et de la famille; intervention sociale en institution et à domicile

Lectures

- Benoît, Maude (2017). « Les frontières mouvantes des politiques de maintien à domicile. Reconfiguration de l'action sociale de l'État en France et au Québec ». *Lien social et Politiques* 79 : 35-52.

### **Séance 10**

**10 novembre 2020**

**Familles**

Des allocations familiales à la conciliation travail-famille avec soutien financier; rôle des mouvements sociaux et des syndicats dans la défamilisation; autres mesures sociales et législatives liées à la famille

Lecture

- Godbout, Luc et Suzie St-Cerny (2008). « Quelques éléments de politique familiale », dans *Le Québec, un paradis pour les familles? Regards sur la famille et la fiscalité*. Québec : Presses de l'Université Laval, 55-68.

### **Séance 11**

**Jeunes**

**17 novembre 2020**

Protection de la jeunesse; délinquance juvénile; maltraitance des enfants; autonomie relative dans le champ de la santé et des services sociaux; organisation des services; contraintes organisationnelles à l'intervention sociale

- Pagé, Geneviève (2018). « La pratique du travail social dans le champ de la protection de la jeunesse au Québec : évolution, transformations et enjeux », dans Grenier, J. et Bourque, M. (dir.), *Les services sociaux à l'ère managériale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 93-114.

## **Séance 12**

**24 novembre 2020**

**Remise du travail court (30%)**

### **Femmes**

Citoyenneté sociale des femmes; critique féministe de l'État-providence; effets des politiques s'inspirant de la perspective de l'investissement social sur les femmes; rôle du mouvement des femmes face aux politiques sociales

Lecture

- Jenson, Jane (2011). « Politiques publiques et investissement social : quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes? ». *Cahiers du Genre* 3(2) : 21-43.

## **Séance 13**

**1 décembre 2020**

### **Logement**

Logement social; partage des responsabilités entre le gouvernement fédéral et provincial; importance du palier municipal; rôles du tiers secteur; différentes formes d'intervention sociale (défense de droits, soutien communautaire, etc.)

Lecture

- Desage, Fabien (2017). « Les exclus de l'inclusion. Construire du logement social en temps d'austérité et de mixité (France-Québec). » *Espaces et sociétés* 170(3) : 15-32.

## **Séance 14**

**8 décembre 2020**

### **Autochtones**

Politiques et lois à l'endroit des peuples autochtones; rôle du gouvernement fédéral; gouvernance; colonialisme; racisme; points de vue des autochtones sur les politiques sociales (ex. protection de la jeunesse)

Lecture

- Gagnon Dion, Marie-Hélène, Jacinthe Rivard et Céline Bellot (2017). « Jeunes autochtones et protection de la jeunesse : leur point de vue sur leur prise en charge ». *Sociétés et jeunesses en difficulté* [En ligne] 19.

## Séance 15

15 décembre 2020

Examen de fin de session (35%)

Questions à long développement

### Principaux règlements institutionnels

#### Situation de handicap et mesures d'accommodement

Les étudiants, étudiantes ayant une déficience visuelle, auditive ou motrice, un trouble d'apprentissage ou de l'attention, un trouble envahissant du développement ou de santé mentale qui ont une lettre *d'Attestation des mesures d'accommodements académiques* obtenue auprès d'un conseiller de l'Accueil et soutien aux étudiants en situation de handicap (ASESH) doivent rencontrer leur professeur au **début de la session** afin que des mesures d'accommodement en classe ou lors des évaluations puissent être mises en place. Ceux et celles qui n'ont pas cette lettre doivent contacter l'ASESH au 514-987-3148 ou se présenter au local J-M870 le plus tôt possible.

#### Politique 16 sur le harcèlement

Le harcèlement sexuel est un comportement à connotation sexuelle unilatéral et non désiré ayant pour effet de compromettre le droit à des conditions de travail et d'études justes et raisonnables ou le droit à la dignité.

La Politique 16 identifie les comportements suivants comme du harcèlement sexuel :

- Manifestations persistantes ou abusives d'un intérêt sexuel non désirées.
- Remarques, commentaires, allusions, plaisanteries ou insultes persistants à caractère sexuel portant atteinte à un environnement propice au travail ou à l'étude.
- Avances verbales ou propositions insistantes à caractère sexuel non désirées.
- Avances physiques, attouchements, frôlements, pincements, baisers non désirés.
- Promesses de récompense ou menaces de représailles, implicites ou explicites, représailles liées à l'acceptation ou au refus d'une demande d'ordre sexuel.
- Actes de voyeurisme ou d'exhibitionnisme.
- Manifestations de violence physique à caractère sexuel ou imposition d'une intimité sexuelle non voulue.
- Toute autre manifestation à caractère sexuel offensante ou non désirée.

Pour plus d'information :

[https://instances.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/47/2018/05/Politique\\_no\\_16.pdf](https://instances.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/47/2018/05/Politique_no_16.pdf)

Pour rencontrer une personne ou faire un signalement :

Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement

514-987-3000, poste 0886

<http://www.harcelement.uqam.ca>

#### Plagiat

##### Règlement no 18 sur les infractions de nature académique

Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les



commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail constitue une infraction au sens de ce règlement.

La liste non limitative des infractions est définie comme suit :

- la substitution de personnes;
- l'utilisation totale ou partielle du texte ou de la production d'autrui en le faisant pour sien ou sans indication de référence;
- la transmission d'un travail pour fins d'évaluation alors qu'il constitue essentiellement un travail déjà transmis pour fins d'évaluation académique à l'Université ou dans une autre institution d'enseignement, sauf avec l'accord préalable de l'enseignante, l'enseignant;
- l'obtention par vol, manœuvre ou corruption de questions ou de réponses d'examen ou tout autre document ou matériel non autorisés, ou encore d'une évaluation non méritée;
- la possession ou l'utilisation, avant ou pendant un examen, de tout document non autorisé;
- l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'une autre personne;
- l'obtention de toute aide non autorisée, collective ou individuelle;
- la falsification d'un document, notamment d'un document transmis par l'Université ou d'un document de l'Université transmis ou non à une tierce personne, quelles que soient les circonstances.
- la falsification de données de recherche dans un travail, notamment une thèse, un mémoire, un mémoire-crédit, un rapport de stage ou un rapport de recherche.

Les sanctions reliées à ces infractions sont précisées à l'article 3 du Règlement no 18.

Pour plus d'information sur les infractions académiques et comment les prévenir : <http://r18.uqam.ca>

### **Politique 23 d'évaluation des enseignements**

L'Université prévoit que les étudiants, étudiantes puissent faire une évaluation de l'enseignement dispensé durant la session au moyen d'un questionnaire (imprimé ou en ligne), à remplir la 12 ou 13<sup>e</sup> semaine.

### **Politique de l'École de travail social sur l'utilisation des médias sociaux**

<https://travaissocial.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/57/2019/09/E%CC%81TS-Politique-me%CC%81dias-sociaux-2019-adopte%CC%81e-17-05-2019-corr.pdf>

### **Bibliographie sélective (références complémentaires aux lectures)**

Archambault, Léonie (2013). *Politiques sociales en matière de handicap au Québec : quelques tendances et enjeux actuels*. Conseil des Canadiens avec déficiences, Winnipeg.

Arsenault, Gabriel (2018). *L'économie sociale au Québec. Une perspective politique*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Banting, Keith (2005). « Canada : Nation-Building in a Federal Welfare State », dans Herbert Obinger, Stephan Leibfried et Francis G. Castles (dir.), *Federalism and the Welfare State : New World and European Experiences*, Cambridge, Cambridge University Press, 89-137.

- Béland, Daniel (2002). « Néo-institutionnalisme historique et politiques sociales : une perspective sociologique », *Politique et Sociétés* 21(3) : 21-39.
- Béland, Daniel et André Lecours (2006). « Décentralisation, mouvements nationalistes et politiques sociales : le cas du Québec et de l'Écosse », *Lien social et Politiques*, 56, 137-48.
- Bernard, Paul, Sébastien Saint-Arnaud (2004). « Du pareil au même ? La position des quatre principales provinces canadiennes dans l'univers des régimes providentiels », *Canadian Journal of Sociology*, 29 (2), 209-39.
- Bouchard, Marie J. et Marcellin Hudon. (2008). *Se loger autrement au Québec. Le mouvement de l'habitat communautaire, un acteur du développement social et économique*. Montréal : Éditions Saint-Martin.
- Bourque, Mélanie et Gaëlle Leruste (2010). « La transformation des idées sur la privatisation du système de santé québécois depuis 1970 ». *Politique et Sociétés* 29(2) : 105-129.
- Bresson Maryse et Lucie Dumais (2017). « Les paradoxes du recours aux aidants familiaux. L'exemple des politiques de soutien à domicile dans le champ du handicap en France et au Québec », *Revue des politiques sociales et familiales*, 124, 43-52.
- Castel, Robert. (2009). « Le travail social dans le devenir de l'État social », dans *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil, 223-246.
- Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (2015). « Projet de gouvernance en santé et en services sociaux des Premières Nations au Québec. Synthèse des services de santé et sociaux offerts aux Premières Nations et aux Inuit au Québec ». [En ligne] [http://cssspnql.com/docs/default-source/centre-de-documentation/css\\_1509\\_gouvern\\_inspq\\_fr\\_webf.pdf?sfvrsn=2](http://cssspnql.com/docs/default-source/centre-de-documentation/css_1509_gouvern_inspq_fr_webf.pdf?sfvrsn=2), consulté le 25 août 2019.
- Divay, Gédard, Anne-Marie Séguin et Gilles Sénécal (2005). « Le Canada », dans Francine Dansereau (dir.), *Politiques et interventions en habitation : analyse des tendances récentes en Amérique du Nord et en Europe*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval-SHQ, 13-44.
- Dufour, Pascale (2004). « L'adoption du projet de loi 112 au Québec : le produit d'une mobilisation ou une simple question de conjoncture politique ? », *Politique et Sociétés*, 23 (2-3), 159–82.
- Dufour, Pascale, Gérard Boismenu et Alain Noël (2003). *L'aide au conditionnel : la contrepartie dans les mesures envers les personnes sans emploi en Europe et en Amérique du Nord*. Montréal et Bruxelles : Presses de l'Université de Montréal et P.I.E. – Peter Lang.
- Gallié, Martin et Marie-Claude P. Bélair (2014). « La judiciarisation et le non-recours ou l'usurpation du droit au logement – le cas du contentieux locatif des HLM au Nunavik », *Les Cahiers de droit* 55 (3), 685-712.
- Grenier, Josée et Mélanie Bourque, avec la collaboration de Nathalie St-Amour (2014). *L'évolution des services sociaux du réseau de la santé et des services sociaux du Québec. La NGP ou le démantèlement progressif des services sociaux*. Rapport de recherche, Université du Québec en Outaouais.

Groulx, Lionel-Henri (2005). *Revenu minimum garanti. Comparaison internationale, analyses et débats*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Guest, Dennis (1995). *Histoire de la sécurité sociale au Canada*. Montréal : Boréal.

Jetté, Christian (2008). *Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence : trois décennies de coconstruction dans le domaine de la santé et des services sociaux*. Québec : Presses de l'Université du Québec

Jetté, Christian, Yves Vaillancourt et Jean-Vincent Bergeron-Gaudin (2011). « L'économie plurielle dans les services à domicile au Canada : une comparaison des modes de régulation entre le Québec et l'Ontario », *Lien social et politiques*, 66, 155-175.

Lamoureux, Diane (2000). « Services ou politique : quelques dilemmes du mouvement des femmes au Québec », dans *Les possibles du féminisme. Agir sans « nous »*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 55-80.

Lavoie, Jean-Pierre, avec la collaboration de Nancy Guberman et Patrick Marier (2014). « La responsabilité des soins aux aînés au Québec. Du secteur public au privé ». Étude IRPP no 48, 34 p.

Lefèvre, Sylvain, Gérard Boismenu et Pascale Dufour (2011). « La lutte québécoise contre la pauvreté dans un contexte inégalitaire » dans *La pauvreté. Quatre modèles sociaux en perspective*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 117-149.

Marchand, Isabelle et Oscar Firbank (2016). « Récits du quotidien après la sortie de carrière : quelles expériences du vieillir "actif" et quels enjeux de citoyenneté? », *Politique et Sociétés* 35(2-3) : 119-145.

Merrien, François-Xavier (1997). *L'État-providence*. Paris, PUF, coll. Que sais-je?

MSSS (2017). « Le système de santé et de services sociaux au Québec. En bref ». [En ligne] <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2017/17-731-01WF.pdf>, consulté le 25 août 2019.

Myles, John et Jill Quadragno (2002) « Political Theories of the Welfare State », *Social Service Review* (March) : 34-57.

Noël, Alain (2013). « Quebec's New Politics of Redistribution », dans Keith Banting et John Myles (dir.), *The Fading of Redistributive Politics: Inequality and the Politics of Social Policy*, Vancouver, UBC Press, 256-82.

Paquin, Stéphane, avec la collaboration de Pier-Luc Lévesque et Jean-Patrick Brady (2016). *Social-démocratie 2.1. Le Québec comparé aux pays scandinaves*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Paugam, Serge et Nicolas Duvoux (2013). « De la disqualification sociale à l'échec de l'insertion? », dans *La régulation des pauvres*, Paris, PUF, 33-54.

Rosanvallon, Pierre (1995). *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*. Paris : Le Seuil.

Rosanvallon, Pierre (1992). *La crise de l'État-providence*. Paris : Le Seuil.

Saint-Martin, Denis (2002). « Apprentissage social et changement institutionnel : la politique de “l’investissement dans l’enfance” au Canada et en Grande-Bretagne ». *Politique et Sociétés* 21(3) : 41-67.

Salée, Daniel (2005). « Peuples autochtones, racisme et pouvoir d’État en contextes canadien et québécois : Éléments pour une ré-analyse », *Nouvelles pratiques sociales*, 17 (2), 54-74.

SSQ assurance (2019). « Bulletin 2019 sur les lois sociales ». [En ligne] <https://ssq.ca/fr/media/6421/download>, consulté le 25 août 2019.

Trattner, Walter I. (1998). *From Poor Law to Welfare State: A History of Social Welfare in America*. New York : Free Press.

Ulysse, Pierre-Joseph et Frédéric Lesemann (2004). *Citoyenneté et pauvreté. Politiques, pratiques et stratégies d’insertion en emploi et de lutte contre la pauvreté*. Sainte-Foy : Presses de l’Université du Québec.

Vaillancourt, Yves, Marie-Noëlle Ducharme, François Aubry et Stéphane Grenier (2017). « L’État partenaire ou la co-construction des politiques publiques au Canada : le cas d’AccèsLogis Québec », dans Jean-Claude Barbier (dir.), *Économie sociale et solidaire et État*, Paris, IGPDE, 137-152.

Villeneuve, Patrick (2013). « L’approche québécoise en matière de politiques et de programmes sociaux », dans Elizabeth Harper et Henri Dorvil (dir.), *Le travail social. Théories, méthodologies et pratiques*. Québec : Presses de l’Université du Québec, 129-149.

## **Revues scientifiques et centres de recherche dans le domaine**

Canadian Review of Social Policy/Revue canadienne de politique sociale

Lien social et Politiques

Politique et Sociétés

Nouvelles pratiques sociales

Service Social

Cahiers du LAREPPS (Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales, UQAM)

Caledon Institute of Social Policy (Ottawa)

Canadian Policy Research Networks/Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques

Centre canadien de politiques alternatives/Canadian Centre for Policy Alternatives

Centre d’études sur la pauvreté et l’exclusion (CEPE)

Centre de recherche sur les politiques et le développement social (CPDS)

Conseil canadien de développement social (CCDS)

Conseil national de santé et bien-être

Institut de recherche en politiques publiques (IRPP)

Institut du Nouveau Monde (INM)

Institut de recherche et d’informations socio-économiques (IRIS)

Institut de recherche en économie contemporaine (IREC)